

Marché public de Prestation intellectuelle

Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement), établissement public à caractère administratif,

Dont le siège se situe 2 rue Antoine Charial, 69426 LYON Cedex 03,

Ci-après désigné "l'acheteur"

Evaluation de la plateforme Expertises.Territoires et benchmark de plateformes digitales d'accompagnement à la transition écologique

Cahier des Clauses Administratives Particulières **(CCAP)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ.....	4
1.1– Objet.....	4
1.2 – Nature et étendue du marché.....	4
1.3 – Spécifications techniques.....	4
1.4 – Procédure	4
ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 4 – CONFIDENTIALITÉ.....	5
ARTICLE 5 – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	5
ARTICLE 6 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	6
ARTICLE 7 – RESPONSABILITÉS.....	6
ARTICLE 8 – ASSURANCES	6
ARTICLE 9 – INTERLOCUTEURS.....	6
9.1 Interlocuteurs Cerema	6
9.2 Responsable désigné par le titulaire	7
ARTICLE 10 – CONTENU DE LA PRESTATION	7
10.1 Contenu de la mission.....	7
10.2 Information et conseil	7
10.3 Réunions et reporting.....	8
ARTICLE 11 – PRIX DU MARCHÉ	8
11.1 Nature du prix.....	8
11.2 – Contenu des prix.....	8
11.3 – Variation des prix du marché	8
ARTICLE 12 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	8
12.1 – Avance	8
12.2 – Acomptes.....	8
12.3 – Demandes de paiement	8
12.4 – Modalités de règlement	9
12.5 – Unité monétaire	10
ARTICLE 13- DELAI D’EXECUTION ET PROLONGATION.....	10
13.1 – Délai d’exécution.....	10
13.2 – Prolongation du délai d’exécution	10
ARTICLE 14 - PENALITES	10

14.1 – Pénalités de retard	10
14.2 - Pénalités en cas d'absence aux réunions.....	10
14.3 - Application des pénalités.	10
ARTICLE 15 – ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 16 – REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE OU DES DROITS DE TOUTE AUTRE NATURE RELATIFS AUX RESULTATS.....	11
ARTICLE 17 – OPERATION DE VERIFICATION ET DE RECEPTION DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 18 – LITIGES	12
ARTICLE 19 – RESILIATION DU MARCHÉ.....	12
19 1- Résiliation sans faute.....	12
19.2- Résiliation pour évènements liés au marché	12
19.3- Résiliation pour faute.....	12
ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG PI	13

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ

1.1– Objet

Le présent marché a pour objet de sélectionner un prestataire chargé de réaliser une évaluation de la plateforme Expertises.Territoires et un benchmark de plateformes digitales d'accompagnement à la transition écologique.

1.2 – Nature et étendue du marché

Le présent marché est un marché de prestation intellectuelle.

Le marché se décompose en deux phases techniques. Ces phases techniques constituent des parties techniques à exécuter distinctement conformément à l'article 20 du CCAG-PI

Chaque phase technique comprend également la mission transverse : pilotage du projet, réunions et reporting pour la durée de la phase.

Le marché est conclu pour le montant forfaitaire défini dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

1.3 – Spécifications techniques

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières.

Quand pour la définition des spécifications techniques demandées, le CCTP fait référence à des normes ou des documents équivalents, le titulaire peut prouver par tout moyen approprié que les solutions qu'il propose satisfont de manière équivalente aux exigences définies par cette norme ou ce document.

1.4 – Procédure

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du code de la commande publique.

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHÉ

La durée du marché commence à courir à compter de la date de notification du marché et s'achève à la réception du dernier livrable.

La durée maximale du marché est de 3 mois.

Le calendrier de réalisation des prestations proposé par le titulaire dans son offre, sera recalé dans les 15 jours suivant la notification du marché en concertation entre le Cerema et le titulaire. Ce nouveau calendrier une fois notifié au titulaire constituera le calendrier contractuel. Il pourra être recalé en cours d'exécution du marché par la personne publique.

Le marché est non reconductible.

ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles sont les suivantes par ordre décroissant de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.),
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le mémoire méthodologique du titulaire.

ARTICLE 4 – CONFIDENTIALITÉ

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-PI toutes les informations, documents et données échangés dans le cadre du présent marché sont réputés présenter un caractère confidentiel sans que le Cerema n'ait à signaler ce caractère confidentiel. Seuls les informations, documents ou données signalés comme non confidentiels ou rendus publics par la volonté du Cerema ne relèvent pas de l'obligation de confidentialité.

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-PI, le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par leurs salariés et agents, même après que ceux-ci auront cessés d'exercer leurs fonctions.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (« le règlement général sur la protection des données »).

ARTICLE 5 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article D. 8222-5 du Code du travail, le titulaire doit fournir, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.8222-5-1°-a) ;
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. D.8222-5-3°) ;
- Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du Code du travail.

ARTICLE 6 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (le règlement général sur la protection des données).

ARTICLE 7 – RESPONSABILITÉS

La responsabilité du titulaire est limitée au préjudice direct et en tout état de cause au montant du marché.

Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre l'Etablissement en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du Cerema. Il doit observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l'établissement.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

Dans un délai de quinze (15) jours à compter du commencement du marché, et avant tout début d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

ARTICLE 9 – INTERLOCUTEURS

9.1 Interlocuteurs Cerema

Le pilote, chef de projet est Sandrine Fournis du département Formation et Transformation, en collaboration avec Sandrine Keyling du département numérique innovant, leurs coordonnées seront communiquées au démarrage du marché.

Le pilote est donné à titre indicatif et est susceptible de changer. Il sera définitivement désigné au démarrage du marché.

Dans tous les cas, la personne habilitée à arbitrer et à valider les actions sera l'interlocutrice obligatoire du responsable de la mission sur le pilotage global du projet. Elle pourra désigner, ponctuellement, en tant que de besoin d'éventuels remplaçants.

9.2 Responsable désigné par le titulaire

Le titulaire désignera un interlocuteur unique responsable des relations avec le CEREMA. Le chef de projet dédié doit disposer d'une expérience dans ce type d'accompagnement.

Les profils de tous les intervenants du titulaire figurent dans le mémoire méthodologique. Les curriculum-vitae des intervenants seront transmis au démarrage du marché, ils doivent correspondre aux profils indiqués dans le mémoire méthodologique.

L'équipe désignée doit à minima disposer des connaissances précisées au CCTP.

En cas de défaillance d'un des intervenants, le titulaire devra en aviser immédiatement la personne représentant le pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne se trouve pas compromise.

Par dérogation à l'article 3.4.3 alinéa 1er du CCAG-PI, obligation est faite au titulaire de proposer un remplaçant d'un niveau équivalent et d'en communiquer le nom et le curriculum-vitae dans un délai de sept jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Le remplaçant est considéré comme accepté si la personne publique ne le récusé pas dans les conditions fixées à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'interlocuteur défaillant assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouvel interlocuteur désigné pour le remplacer ou le succéder, ou à défaut, au CEREMA.

La personne publique se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou des intervenants ; elle avise le titulaire qui prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer un remplacement dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis.

ARTICLE 10 – CONTENU DE LA PRESTATION

10.1 Contenu de la mission

Pour chaque phase, le mémoire méthodologique décrit :

- La méthodologie envisagée ;
- Les personnes en charge de la phase,
- Le planning de leur mise en œuvre.

Les prestations et livrables attendus sont décrits au CCTP.

10.2 Information et conseil

Le titulaire a une obligation permanente de conseil auprès du représentant du pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Il s'engage à informer sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur de tout événement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objet du présent CCAP.

Le titulaire s'engage à informer sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur de tout transfert d'activité (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc.) de nature à affecter l'exécution du présent marché.

10.3 Réunions et reporting

Les modalités de réunions et de reporting sont prévues au CCTP.

ARTICLE 11 – PRIX DU MARCHÉ

11.1 Nature du prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont conclues à prix global et forfaitaire fixé dans l'acte d'engagement.

11.2 – Contenu des prix

Les stipulations de l'article 10.1.3 du C.C.A.G.- PI sont applicables.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres relatives à la prestation ainsi que tous les frais afférents à la préparation de la prestation, au suivi et aux intervenants.

11.3 – Variation des prix du marché

Les prix sont fermes.

ARTICLE 12 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Les différents paiements (acomptes éventuels, paiement partiel définitif et solde) s'effectuent dans les conditions fixées par l'article 11 du CCAG-PI.

12.1 – Avance

Sauf renonciation expresse au moment de la remise de l'offre, une avance est accordée au titulaire du marché, si les conditions prévues par les articles R2191-3 et R2191-13 du Code de la commande publique sont satisfaites.

Conformément aux articles R2191-6 à R2191-10 et au CCAG Option A, le montant de l'avance est de 20 % du montant du marché. Si le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé 20% également.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

Le délai maximum de paiement de l'avance est de 30 jours, à compter de la date de notification du marché.

Les modalités de remboursement de l'avance s'effectuent conformément aux dispositions de l'article R2191-14.

12.2 – Acomptes

Le paiement de chaque phase se fera en une fois à la réception du dernier livrable relatif à la phase.

12.3 – Demandes de paiement

Conformément à l'article 11.4 du CCAG-PI la demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations reçues, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Outres ces mentions réglementaires et les mentions légales, les demandes de paiement mentionnent les indications suivantes :

- le numéro de facture,
- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- le numéro de SIRET(**mention obligatoire**),
- la date d'exécution des prestations,
- la désignation des prestations,
- la somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- le taux de la TVA légalement applicables et montant total de la TVA correspondant,
- la désignation de l'organisme débiteur,
- l'adresse de livraison (qui peut être différente de celle de l'acheteur),
- le SIRET du Cerema,
- les références bancaires et les moyens de règlement acceptés.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, toutes les entreprises sont soumises à l'obligation de dématérialisation et doivent déposer leurs factures sur le portail CHORUS PRO par l'intermédiaire du lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Il convient de noter que l'absence du SIRET de l'adresse de facturation du Cerema, de numéro de marché et de service exécutant Chorus Pro provoque le rejet de la facture par la plateforme. Le délai de paiement ne prend effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

12.4 – Modalités de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement SEPA. Le Cerema règle sur ses fonds propres. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur sur chorus pro.

12.5 – Unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

ARTICLE 13- DELAI D'EXECUTION ET PROLONGATION

13.1 – Délai d'exécution

Les délais d'exécution contractuels de chaque phase sont ceux fixés dans le calendrier établi conjointement entre le titulaire et le Cerema dans les 15 jours suivant la notification.

13.2 – Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être demandée par le titulaire dans les conditions fixées par l'article 13.3 du C.C.A.G PI.

ARTICLE 14 - PENALITES

14.1 – Pénalités de retard

Sous réserve de l'application des dispositions de l'article 13.3 du CCAG-PI et en dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, en cas de non-respect imputable au titulaire des délais contractuels tels que définis à l'article 14.1 du présent cahier des charges, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{500}$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités :

V = la valeur pénalisée, cette valeur étant égale à la valeur des prestations en retard ou, exceptionnellement, de l'ensemble des prestations, si le retard de livraison d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = nombre de jours de retard.

14.2 - Pénalités en cas d'absence aux réunions

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, en cas d'absence à une réunion, le titulaire encourt par absence, sans mise en demeure préalable une pénalité de 300 euros.

14.3 - Application des pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités décrites ci-dessus sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG PI l'ensemble des pénalités pourront être appliquées au titulaire quel que soit leur montant total.

ARTICLE 15 – ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chaque phase technique, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.
L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

Cette décision est notifiée au titulaire par tout support écrit permettant d'obtenir un accusé de réception et au moins 5 jours avant le démarrage de la phase suivante.

Seules les phases réceptionnées sont alors payées au titulaire selon le montant assorti à chaque phase définie dans la DPGF.

ARTICLE 16 – REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE OU DES DROITS DE TOUTE AUTRE NATURE RELATIFS AUX RESULTATS

Le chapitre 6 du CCAG- PI s'applique.

En contrepartie du paiement du prix, le titulaire cède à titre exclusif au représentant du pouvoir adjudicateur l'ensemble des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats permettant au représentant du pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales.

Cette cession est accordée pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle telle qu'elle résulte des dispositions du Code de la propriété intellectuelle et des conventions internationales ratifiées par la France, y compris les cas de prolongation éventuelle de cette durée, et ce, sans limitation territoriale pour la France et l'étranger.

Ces droits comprennent le droit de représenter et de reproduire tout ou partie des documents émis y compris celui de les utiliser dans le cadre de consultations, ainsi que le droit de traductions et d'extractions nécessaires à l'exploitation des documents résultant du présent marché par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions définies ci-après.

Le droit de représentation s'entend comme le droit de fixer ou de faire fixer matériellement les documents émis par tous procédés qui permettent de les archiver ou de les communiquer aux candidats, prestataires ou contractants, usagers du représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'à toutes autorités de contrôle et juridictionnelles, le droit de réaliser sur tous supports, par tous moyens et dans tous formats, la reproduction de documents résultant du marché en tel nombre qu'il plaira à l'établissement public, et de mettre ou faire mettre en circulation toute reproduction et copie de ces documents dans tous les formats, par tous moyens et sur tous supports tels que : support papier, support électronique, etc.

Dans tous les autres cas, l'accord exprès du titulaire est requis.

Le titulaire ne fait ni ne permet quelque usage commercial, à quelque titre que ce soit, des documents émis sans l'accord préalable écrit du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire ne peut communiquer les documents émis à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation écrite du représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 17 – OPERATION DE VERIFICATION ET DE RECEPTION DES PRESTATIONS

Pour chacun des livrables attendus, la personne publique étudiera la qualité des documents remis et constatera s'ils répondent aux stipulations prévues dans le présent marché.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG- PI pour chacun des livrables le CEREMA dispose d'un délai de quinze (15) jours pour procéder aux vérifications et prononcer la réception des prestations. La personne publique prend une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux dispositions du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'informer le titulaire de la date prévue pour les vérifications.

Par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI, en cas d'ajournement ou de rejet, le titulaire dispose d'un nouveau délai indiqué dans la décision du CEREMA pour effectuer les corrections nécessaires. Ces corrections sont effectuées sans rémunération supplémentaire.

Le CEREMA dispose à nouveau d'un délai de quinze (15) jours à compter de la remise des livrables corrigés pour prononcer sa décision. Passé ce délai et dans le silence du CEREMA, les prestations sont réputées reçues.

A défaut de décision expresse la prestation est réputée reçue.

Les prestations commandées dans le cadre de la part à commandes feront l'objet de vérifications et de décisions selon le schéma décrit ci-dessus pour chaque bon de commande.

ARTICLE 18 – LITIGES

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du Code de justice administrative.

Par dérogation à l'article 43 du CCAG-PI, le différend doit être soumis préalablement à l'avis du Comité Consultatif National du règlement amiable

ARTICLE 19 – RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché prend fin soit:

- à l'issue de la période maximale d'exécution
- à la réception du dernier livrable
- par accord amiable entre les parties
- par résiliation prononcée selon les dispositions des articles 36 à 42 du CCAG-PI.

19 1- Résiliation sans faute

La résiliation du marché peut être prononcée sans faute du titulaire pour :

- des événements extérieurs au marché (article 37 du CCAG-PI)
- un motif d'intérêt général (article 40 du CCAG-PI)

19.2- Résiliation pour événements liés au marché

La résiliation du marché peut être prononcée pour des événements liés au marché, conformément à l'article 38 du CCAG-PI.

19.3- Résiliation pour faute

La résiliation du marché peut être prononcée pour faute du titulaire conformément à l'article 39 du CCAG-PI.

En complément de l'article 39 du CCAG-PI la résiliation peut être prononcée pour faute du titulaire lorsqu'il n'a pas produit les attestations relatives aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, conformément à l'article 5 du présent cahier des charges.

ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG PI

Article du présent CCAP	Article du CCAG PI auquel il est dérogé
Article 4	Article 5.1.1
Article 9.2	Article 3.4.3
Article 15	Article 14
Article 18	Articles 28 à 31
Article 19	Article 43